

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 17/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AMCOR (ex ALCAN)

2 RUE FREDERIC MEYER

BP 128

67600 SELESTAT

Code AIOT : 0006700537

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement AMCOR (ex ALCAN) implanté 2 rue Frédéric Meyer - 67600 SELESTAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMCOR (ex ALCAN)
- 2 rue Frédéric Meyer - 67600 SELESTAT
- Code AIOT : 0006700537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR est un site de fabrication et d'impression d'emballage souple multicouche à base de papier, films plastiques, aluminium (type opercules) pour l'industrie pharmaceutique et agroalimentaire.

Le thème de la visite concernait la gestion des COVs

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point administratif (et modification des activités)	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.181-46	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de Gestion de Solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Sans objet
3	Nature des COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7°	Sans objet
4	Émissions diffuses réduites	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
5	Valeur limite d'émission en concentration	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, articles 3 et 4	Sans objet
6	Entretien des traitements des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une non-conformité à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement. Il est ainsi proposé à la préfète du Bas-Rhin de mettre l'exploitant en demeure.

De plus, une observation a été effectuée sur le plan de gestion des solvants de l'année 2023. En effet celui-ci n'est pas à l'équilibre, des améliorations devront être faites afin qu'il soit en équilibre en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point administratif (et modification des activités)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification des activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>En date du 22/02/2024, suite à un contrôle inopiné, l'exploitant a informé l'inspection de la modification de son installation par courriel. Il a en effet indiqué que les deux incinérateurs mentionnés par l'arrêté préfectoral du 15/01/2008 ne sont plus en service et ont été remplacé par un unique incinérateur (qui a été vu par l'inspection le 04/07/2024). De même, dans ce courriel, l'exploitant a indiqué que l'atelier de traitement de surface ainsi que l'installation de récupération de solvants ne sont plus en service et ne sont plus présents physiquement sur le site.</p> <p>De plus, le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que l'installation dispose d'au moins 13 émissaires, en comptant 9 machines disposant d'extracteurs d'air, 3 machines à laver le matériel équipées de conduits afin d'extraire les COVs et le conduit de l'incinérateur. Ces éléments ne sont pas indiqués dans l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 10/04/2002.</p> <p><i>NB : L'inspection n'a pas pu constater le nombre de conduits situé sur le toit sur place.</i></p> <p>Les modifications n'ont pas été notifiées à l'inspection avant les changements effectifs. Ce qui constitue une non-conformité à l'article R.181-46-II du Code de l'Environnement. C'est pourquoi, il est proposé à la préfecture du Bas-Rhin de mettre en demeure l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un porter à connaissance est attendu. Ce dernier devra comporter (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une mise à jour des rubriques ICPE et une description des activités actuelles du site ; • un inventaire actualisé de tous les émissaires du site (en indiquant la hauteur et le diamètre des conduits sortant du toit ainsi que la vitesse et du débit d'éjection de chacun des

<p>émissaires) ainsi que tous les by-pass des conduits ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les paramètres des rejets eaux et atmosphériques à mettre à jour (en indiquant des valeurs en concentrations et flux) ; • la mise à jour des besoins en eaux en cas d'incendie (document technique D9) ; • la mise à jour des volumes et des moyens de confinement des eaux suite à un incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan de Gestion de Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28 .1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion de Solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p> <p><u>Article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/02/2020 :</u></p> <p>"La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés exprimée en carbone total, est de 50 mg/m³.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser : 15% de la quantité des solvants utilisés, si la consommation des solvants est supérieure à 25 tonnes par an."</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des solvants (PGS) de l'année 2023 a été effectué et a été transmis sur l'application GEREP.</p> <p>Les émissions diffuses correspondant à 1,96 % de la quantité de solvants utilisés, sont conformes à la prescription de l'arrêté préfectoral susvisée.</p> <p>Observation : le PGS n'est pas équilibré. En effet, la somme des entrées de solvants (en tonnes) (notés "I" dont la totalité correspond à 5 587,44 tonnes d'équivalent COV) est supérieure à la somme des sorties de solvants (notés "O" dont la totalité correspond à 1 845,17 tonnes d'équivalent COV). L'inspection s'interroge sur les points ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant n'effectue pas de mesure ou de calcul de COVs perdus dans les produits finis (donnée O3), alors qu'une des activités de l'installation concerne l'impression d'opercule par trempage dans des encres à base de solvant contenant des COVs (par capillarité) ; • la valeur correspondant à la perte de solvants dans les déchets (donnée O6) semble faible. En effet, seuls les chiffons souillés de solvants sont comptés. L'inspection s'interroge sur la quantité des résidus potentiels dans les fûts vides et sur la quantité des pertes de productions ; • les émissions diffuses (données O4) semblent également minimisées. En effet, sur site l'inspection a constaté une odeur persistante dans la ligne d'extrusion et de trempage. L'exploitant a indiqué qu'une analyse (dans le cadre d'une prescription du Droit du Travail) était en cours d'élaboration afin de déterminer si les odeurs sont corrélées au taux d'émissions de COVs dans l'air ambiant. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de ces analyses et à intégrer dans le calcul du PGS de 2024, le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nature des COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7°
Thème(s) : Risques chroniques, COV CMR
Prescription contrôlée : c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20/04/1994 modifié : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. [...]
Constats : L'installation utilise quatre produits contenant des substances classées CMR : - 54 tonnes d'un produit à base de solvant (phrase de risque H350) ; - moins d'une tonne pour trois autres produits à base aqueuse (utilisés dans le cadre d'essais pour remplacer les solvants à base de COV). L'exploitant effectue des actions pour substituer son produit classé « CMR » à base COV par un produit à base aqueuse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection a vu par sondage deux fiches de données de sécurité (FDS) des produits les plus utilisés sur le site. Pour ces deux FDS, les dernières révisions datent de 2021. Il convient de mettre les FDS à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Émissions diffuses réduites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses réduites
Prescription contrôlée : I.-Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...] Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. [...]
Constats : Sur site, l'inspection a constaté que les machines et lignes de production disposent d'équipements permettant d'aspirer l'air à la source. Dans le cadre de son analyse de VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle), l'exploitant est en cours de réflexion pour savoir s'il est nécessaire d'améliorer ses équipements afin de capter davantage d'émissions diffuses de COVs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeur limite d'émission en concentration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, articles 3 et 4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des concentrations et flux des émissions

Prescription contrôlée :

Article 3 :

« Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant tout dilution : (...) »

<i>Nature de l'installation/ identification de l'émissaire</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Concentration mg/Nm³</i>
Incinerateur Pflock et Meckelen Incinerateur Babekok Wanson	COV (exprimés en carbone total)	50
	NOx (en équivalent NO2)	100
	CH4	50
	CO	100

(...) »

Article 4 :

« Les effluents rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

(...) »

<i>Nature de l'installation / identification de l'émissaire</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Périodicité</i>
Installation de récupération de solvants	COV	annuelle
Incinerateurs	COV	annuelle
	NOx	
	CH4	
	CO	

(...) »

Constats :

L'exploitant effectue des analyses trimestrielles des rejets de son incinérateur.

Les rapports d'analyses de novembre 2023 et de janvier 2024 ont été transmis à l'inspection.

Ces rapports ne montrent pas de non-conformité aux valeurs limite des émissions de Composés Organiques Volatils (COV), d'Oxydes d'azotes (NOx), de méthane (CH4) et de monoxyde de carbones (CO).

En effet, les rapports d'analyses montrent des concentrations basses pour le CH4 (respectivement 0,041 mg/Nm³ en novembre 2023 et 0,052 mg/Nm³ en janvier 2024 pour une valeur limite d'émission de 50 mg/Nm³) et les NOx (respectivement 0,46 mg/Nm³ en novembre 2023 et 0,57 mg/Nm³ en janvier 2024 pour une valeur limite d'émission de 100 mg/Nm³).

De même, les concentrations en CO et en COV restent sous les valeurs limites d'émissions (VLE) prescrites. Dans le cas du CO, les concentrations passent de 13,7 mg/Nm³ en novembre 2023 à 48,3 mg/Nm³ (pour une VLE de 100 mg/Nm³), et pour les COV, les concentrations passent de 7,9 mg/Nm³ à 5,7 mg/Nm³ (pour une VLE de 50 mg/Nm³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entretien des traitements des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des traitements des émissions

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites

imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. [...]

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'installation dispose d'un incinérateur (permettant la destruction des COVs) entretenu annuellement. La prochaine visite sera effectuée en août 2024 (lors de l'arrêt de l'usine), tel qu'indiqué dans le contrat de maintenance en date du 17/10/2023 (vu par l'inspection).

L'inspection a également vu un bon de commande pour le remplacement d'une pièce de l'incinérateur (le ventilateur principal) en date du 29/04/2024. Cet élément n'appelle pas d'observations.

En cas de panne d'une machine ou lorsque le seuil de dépassement de COV est atteint dans un conduit (et que l'alarme visuelle est déclenchée), l'installation dispose d'un système de « by-pass » permettant d'extraire directement l'air et de les évacuer dans les conduits sans passer par l'incinérateur.

L'exploitant dispose également d'un registre permettant de consigner les événements survenant sur l'incinérateur (tels que les pannes). Le dernier événement date du 23/06/2023.

Observation : Ce registre ne permet pas de relever des opérations de contrôle ou des mesures périodiques. De plus, il n'indique pas les événements ou les problèmes résolus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais :

- le rapport de contrôle de l'incinérateur datant de 2023 ;
- le schéma de fonctionnement de l'incinérateur.

Type de suites proposées : Sans suite
